

Un programme touffu pour les mois à venir

➔ Afin de soutenir ses différentes campagnes, l'IE a décidé de publier des petites brochures d'information à destination de ses membres et du grand public.

Trois dépliants sont déjà disponibles, ils traitent de l'offensive de l'IE pour défendre les droits à l'égalité des femmes; de l'engagement des syndicats d'enseignants dans la Campagne mondiale pour l'éducation par le biais notamment de la **Semaine mondiale d'action**; et du nouveau programme international de l'IE pour aider ses syndicats membres à participer à la **prévention du VIH/SIDA** à l'école et à être des partenaires pro-actifs dans l'initiative d'**Education Pour Tous**.

D'autres dépliants sont en préparation, notamment sur la **commercialisation de l'éducation** et comment les syndicats, surtout les syndicats de l'enseignement supérieur, se mobilisent pour limiter l'impact négatif de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) sur l'éducation, et sur la participation des syndicats d'enseignants à la promotion des **Objectifs de développement du millénaire** lancés par l'ONU.

En automne, d'autres dépliants suivront sur les initiatives de l'IE pour défendre les **conditions de travail des enseignants et personnels de l'éducation** dans le monde et, notamment, revendiquer une formation de qualité. Une autre thématique développée par l'IE portera sur l'**accès de tous les enfants et enseignants à l'éducation sans discrimination**.

Nous espérons que ces publications vous seront utiles. Elles sont disponibles dans les trois langues de travail de l'IE (anglais, français et espagnol) et peuvent être téléchargées du site de l'IE. Les organisations qui souhaitent faire traduire des publications sont invitées à envoyer les traductions au secrétariat de l'IE et nous essaierons de les mettre en page et de les mettre à la disposition des affiliés en ligne, dans la mesure de nos moyens techniques. Nous vous remercions de soutenir et de diffuser les campagnes de l'IE.



Glossaire

- ADEA** Association pour le développement de l'éducation en Afrique
- AGCS** Accord général sur le commerce des services
- BIT** Bureau international du travail
- BM** Banque mondiale
- CISL** Confédération internationale des syndicats libres
- CME** Campagne mondiale pour l'éducation
- CSW** Commission de l'ONU sur les femmes
- EPT** Education Pour Tous
- FMI** Fonds monétaire international
- FSI** Fédérations syndicales internationales
- FSM** Forum social mondial
- GCAP** Appel pour une action mondiale contre la pauvreté
- IE** Internationale de l'Education
- ISP** Internationale des services publics
- JME** Journée mondiale des enseignants
- OCDE** Organisation de coopération et de développement économiques
- ODM** Objectifs de développement du millénaire
- OIT** Organisation internationale du travail
- ONG** Organisation non-gouvernementale
- ONU** Organisation des Nations Unies
- PAS** Programmes d'ajustement structurel
- PNUD** Programme des Nations Unies pour le développement
- SIDA** Syndrome d'immuno-déficience acquise
- UE** Union européenne
- UNESCO** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- VIH** Virus d'immuno-déficience humain

Calendrier

Forum OCDE 2005 – Paris	2-3 mai
114e réunion plénière du TUAC – Paris	2 mai
Comité des femmes de la CISL – Bruxelles	11-13 mai
4e session du forum permanent des questions autochtones – New York	16-27 mai
Groupe de travail TUAC sur l'éducation, la formation et l'emploi – Paris	24-25 mai
Comité de l'égalité des chances de la structure paneuropéenne de l'IE – Bruxelles	26-27 mai
93e conférence de l'OIT – Genève	31 mai-16 juin
Conférence des FSI - réunion intérimaire – Genève	9 juin
Bureau IE/CSEE – Bruxelles	13 juin
Comité paneuropéen IE/bureau exécutif du CSEE – Bruxelles	13-14 juin
Journée mondiale de l'alphabétisation	8 septembre
Bureau IE/CSEE – Bruxelles	26 septembre
Conférence paneuropéenne de l'IE sur le dialogue social – Vienne, Autriche	30 sept-1 oct.
Journée mondiale des enseignants	5 octobre
Conférence IE sur le programme EPT-VIH/SIDA – Pays-Bas	6-7 octobre (à confirmer)
Table ronde paneuropéenne de l'IE sur l'éducation à la petite enfance – Europe de l'Est	17-18 octobre



L'Internationale de l'Education est une organisation syndicale mondiale de personnels de l'éducation, dont les **29** millions de membres représentent tous les secteurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, par le biais de ses **343** organisations dans **165** pays et territoires.

Adresse:
Internationale de l'Education
5, bd du Roi Albert II
1210 Bruxelles, Belgique
Tél.: +32 2 224 06 11
Fax: +32 2 224 06 06
headoffice@ei-ie.org
www.ei-ie.org

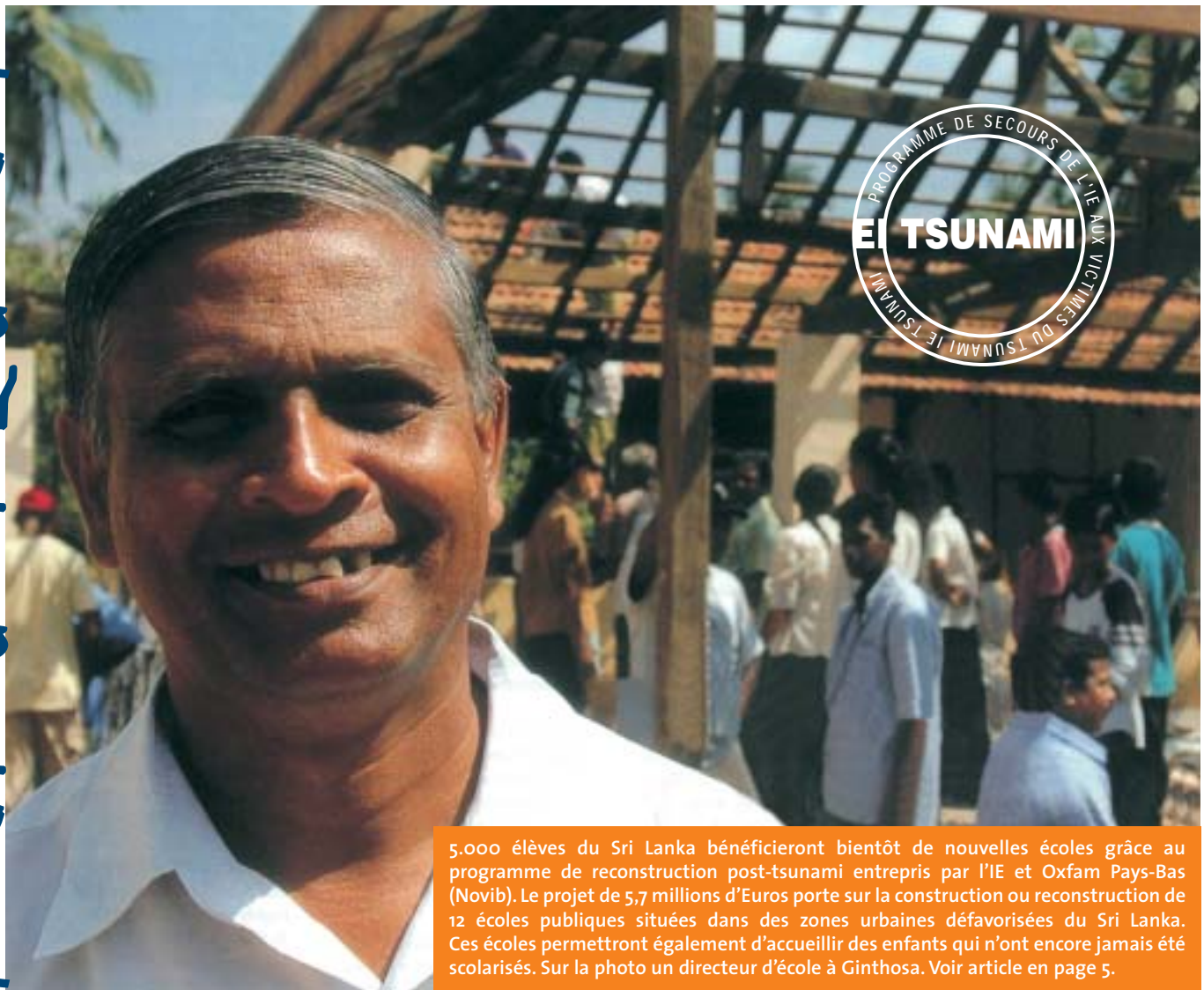
Editeur responsable:
Fred van Leeuwen,
Secrétaire général
Rédaction:
Dominique Marlet

Internationale de l'Education

n°13 - mai-juin 2005

Atteindre l'égalité par l'éducation en 2005? ➔ pages 2-3

MONDES DE L'EDUCATION



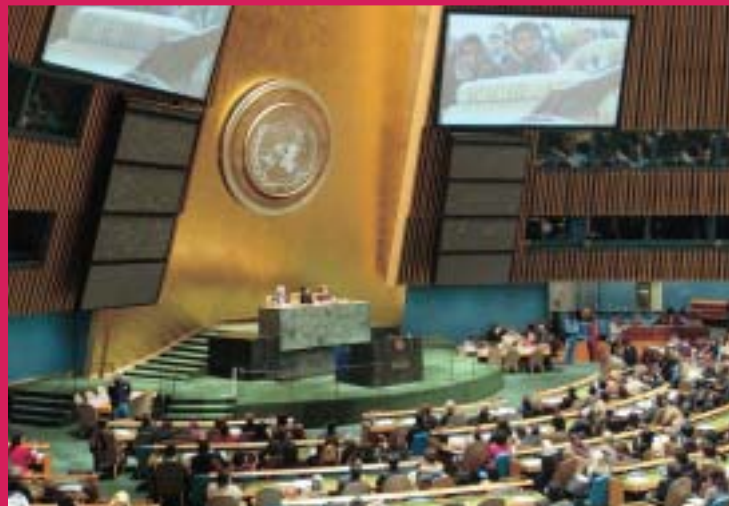
5.000 élèves du Sri Lanka bénéficieront bientôt de nouvelles écoles grâce au programme de reconstruction post-tsunami entrepris par l'IE et Oxfam Pays-Bas (Novib). Le projet de 5,7 millions d'Euros porte sur la construction ou reconstruction de 12 écoles publiques situées dans des zones urbaines défavorisées du Sri Lanka. Ces écoles permettront également d'accueillir des enfants qui n'ont encore jamais été scolarisés. Sur la photo un directeur d'école à Ginthosa. Voir article en page 5.

Journée mondiale des enseignants 5 octobre

- DROITS DES FEMMES 2-3
- EDUCATION POUR TOUS 4-5
- PROGRAMME IE POST TSUNAMI 5
- ACTIVITÉS DE L'IE 6-7
- DROITS DES PERSONNELS 8-9
- NOUVELLES DES MEMBRES 10-11
- CAMPAGNE ÉQUITÉ SALARIALE 12
- FUITE DES CERVEAUX DANS LES CARAÏBES 13
- PUBLICATIONS 14
- BM: 10 ANS DE WOLFENSOHN 15

La Journée mondiale des enseignants constitue une occasion idéale pour les syndicats et les défenseurs de l'éducation de faire pression sur les gouvernements afin qu'ils dégagent les ressources financières nécessaires afin d'offrir une véritable éducation de qualité pour tous. Cette année, l'IE met l'accent sur la nécessité d'octroyer la meilleure formation possible aux enseignants avant leur entrée en fonction. Il est prouvé que la qualité de la formation enseignante a une répercussion directe sur la qualité de l'apprentissage. L'IE estime que la formation de départ doit être adéquate et être assortie de formation pédagogique en cours de carrière. La formation initiale doit être à la fois théorique et pratique, doit approfondir la matière enseignée, mais doit aussi comporter une solide base méthodologique. Alors que la formation des enseignants devrait constituer une priorité d'investissement pour les gouvernements, on constate une tendance dans ce nombreux pays à faire appel à des gens peu qualifiés, à peine scolarisés même parfois. Ceci ne peut que nuire à la qualité de l'enseignement. L'IE estime vital que les enseignants bénéficient de la meilleure formation possible de niveau post-secondaire.

2005 L'ANNEE DES FEMMES



Du 28 février au 11 mars 2005, la 49^{ème} session de la Commission sur la Condition de la Femme (CSW) a mobilisé gouvernements et acteurs syndicaux et de la société civile sur l'évaluation et le suivi à donner à la Plate-forme d'Action adoptée en 1995 à la Conférence des femmes de Pékin.

Malgré l'amélioration de la présence des femmes sur le marché du travail, de nombreux obstacles limitent encore leur accès aux ressources économiques. La féminisation de la pauvreté est en effet une réalité observable tant

des femmes. La prise en compte systématique de la dimension de genre reste marginale à l'échelle mondiale, ce qui est sans doute lié à la trop faible participation des femmes à la prise de décision.

Lobbying intense de l'IE

L'IE était très bien représentée à la 49^{ème} session de la CSW et a pu faire du lobby pour empêcher une dilution des engagements pris par la communauté internationale. La délégation syndicale dans son ensemble (une cinquantaine de femmes) a pris la parole deux

Malgré les progrès enregistrés dans les domaines de l'éducation et de l'alphabétisation, la situation demeure inquiétante. Seuls 52 pays sur 128 ont atteint la parité dans le domaine scolaire en 2005, un certain nombre d'Etats n'étant pas en mesure d'atteindre cet objectif d'ici à 2015 en raison d'un manque de volonté politique et de ressources.

Mme Saniye Gulsar Corat, UNESCO

dans les pays en développement que dans les pays dits développés. Des actions visant à élargir l'accès des filles à l'éducation et à assurer le maintien des femmes dans les structures d'apprentissage restent plus nécessaires que jamais. Le phénomène de mondialisation des échanges, porteur d'espoir en matière de développement économique, ne va encore que trop rarement de pair avec des politiques volontaristes qui tiennent effectivement compte des situations et des besoins particuliers

fois en séance plénière de l'ONU. L'IE, l'Internationale des services publics ainsi que la CISL ont également organisé deux panels consacrés aux conséquences de la mondialisation sauvage sur les femmes et sur les violations des droits humains et syndicaux en Colombie (voir p.9).

La vice-présidente de l'IE était également panéliste à la session de la Campagne mondiale pour l'éducation consacrée à l'éducation des filles le 9 mars. Lors de

2005 est une année charnière pour faire progresser l'égalité des femmes dans de nombreux domaines, dont l'accès à l'éducation. L'IE et ses partenaires mettent les bouchées doubles pour défendre la cause des femmes. Malheureusement, le contexte politique et socio-économique actuel est tel que les efforts de la société civile permettent au mieux de conserver les acquis. Deux semaines d'âpres batailles à la Commission de l'ONU sur la Condition de la Femme illustrent la difficulté de progresser.

cette session organisée dans l'enceinte de l'ONU en présence de la directrice adjointe de l'UNICEF, Susan Hopgood a insisté sur la nécessité pour les Etats de se concentrer sur le maintien des filles à l'école, et plus seulement sur leur accès à l'école.

Investissements dans les services publics

En séance plénière de la commission de l'ONU, tous les représentants des gouvernements (principalement des femmes ministres) se sont succédés pour mettre en avant les réalisations de leur pays. Souvent, ces progrès sont purement théoriques, se limitant à un arsenal législatif destiné à mettre le pays en conformité avec ses engagements internationaux, mais sans programme de sensibilisation et suivi budgétaire permettant une réelle action sur le terrain.

Le soutien aux thèses défendues par l'IE et l'ISP est principalement venu des intervenantes des agences de l'ONU. Ainsi, Mme Yassine Fall, principale conseillère de la parité pour le Projet du Millénaire des Nations Unies, a concentré son exposé sur la nécessité pour les gouvernements d'investir dans les services pu-

blics. "Couper les services publics a de graves conséquences en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. On doit avoir des services publics plus forts", a-t-elle expliqué, jugeant inacceptable leur affaiblissement. Mme Nenadi Usman, ministre des Finances du Nigeria, a également conseillé aux Etats d'investir davantage dans l'éducation des petites filles.

Allègement de la dette

Pour Mme Jayati Ghosh, Présidente du Centre d'études économiques de l'Université Nehru, il est essentiel d'accroître la part des services publics, sachant que la proportion de fonctionnaires était de 3,5% dans le monde, de 5% aux Etats-Unis, de 2% dans les pays en développement et de 1% en Afrique subsaharienne. "Nous avons besoin du renforcement du service public en tenant compte de la dimension sexospécifique", a-t-elle déclaré. Elle a en outre estimé que l'allègement de la dette permettrait aux pays de progresser davantage que l'aide elle-même. Elle a dénoncé ce qu'elle a qualifié d'"industrie de l'aide" dont ne profitent pas forcément les populations.

L'IE À LA CONFÉRENCE DE L'ONU

LA DÉLÉGATION DE L'IE DE 16 FEMMES A FAIT UN INTENSE LOBBYING À LA 49^{ÈME} SESSION DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LE STATUT DES FEMMES. COMPOSÉE ENTRE AUTRES DE LA VICE-PRÉSIDENTE DE L'IE, SUSAN HOPGOOD, ET DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ DES FEMMES DE L'IE, MARILIES RETTIG, LA REPRÉSENTATION DE L'IE S'EST JOINTE À L'IMPORTANT DÉLÉGATION MISE EN PLACE PAR LA CISL AU NOM DE L'ALLIANCE SYNDICALE MONDIALE (VOIR ENCADRÉ LES ACQUIS).

L'IE ET SES AFFILIÉES ONT PARTICIPÉ ACTIVEMENT AU SUIVI DE BEIJING+10, NOTAMMENT PAR LE BIAIS DES RÉUNIONS RÉGIONALES D'ÉVALUATION.



Bienvenue dans la ruche

Telles des abeilles laborieuses, les 5.000 représentantes de la société civile présentes au siège de l'ONU courent dans tous les sens, assistant à des caucus, rédigeant des interventions, discutant des amendements.

Evidemment, pour les représentantes d'ONG et de syndicats venues de tous les pays du monde, ce genre de réunion mondiale constitue l'occasion idéale de créer des alliances, de discuter stratégie et de se constituer en lobbies de pression, parfois de circonstance.

Cette année à New York, le consensus fut très fort. En cause : l'opposition à l'amendement déposé par les Etats-Unis refusant le droit à l'avortement, qui risquait surtout de compromettre les acquis de Beijing. Car pour la société civile dans son ensemble, il était clair que la Déclaration devait confirmer la mise en œuvre intégrale et effective du programme de Pékin. L'IE, l'ISP et l'ensemble de la délégation syndicale a co-signé la Déclaration des ONG demandant aux gouvernements de voter contre l'amendement des Etats-Unis. Ces derniers, voyant se liquer contre eux une coalition hétéroclite d'Etats, ont sagement retiré leur amendement.

Mais ensuite, méconnaissance du système onusien, ou mépris de la démocratie et de la transparence, la délégation des Etats-Unis a ralenti le travail de la commission en ne respectant pas les procédures du débat. En conséquence, la 49^{ème} session de la CSW s'est terminée dans la précipitation le 11 mars sans pouvoir finir ses travaux.

Les acquis de l'IE à la CSW49

La délégation de l'IE, et plus largement de l'Alliance syndicale mondiale, peut se réjouir de l'adoption par la Commission de la condition de la femme de trois documents: la déclaration qui réaffirme la Plate-forme d'action de Pékin, ainsi que les résolutions sur la promotion économique des femmes et l'élimination du trafic des femmes et des filles.

Par sa **Déclaration**, adoptée le 4 mars, la Commission réaffirme les engagements pris à Beijing en 1995 et à New York en 2000. Les Etats Membres ont pris des engagements pour aller plus loin et ont reconnu la complémentarité entre le Programme d'action et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Les Etats-Unis, qui avaient déposé un amendement à la déclaration demandant que le

texte ne crée pas de nouveaux droits et n'inclut pas le droit à l'avortement, n'ont pas été soutenus et ont été obligés de retirer leur amendement.

La Commission a adopté la résolution sur la **promotion économique des femmes** amendée entre autres par les Etats-Unis, Cuba et l'Afrique du Sud. La résolution de 19 paragraphes demande aux Etats Membres de reconnaître les droits des femmes à s'organiser en syndicats et à négocier collectivement. La délégation syndicale a obtenu la mention de dispositions concernant l'accès égal des femmes et des filles à l'éducation et la création d'un environnement favorable à la participation des femmes à la vie économique. Les amendements de l'Afrique du Sud relatifs à la reconnaissance du droit à la santé génésique et à l'égalité de facto ayant été adop-

tés, la représentante américaine s'est retirée de la liste des coauteurs, après avoir échoué à retirer purement et simplement la résolution du vote comme elle souhaitait le faire.

Grâce au lobbying syndical, la résolution sur l'**élimination de la demande de femmes et de filles faisant l'objet de la traite pour toute forme d'exploitation** demande aux gouvernements de s'attaquer aux causes profondes, notamment la pauvreté et l'inégalité des sexes. Le texte demande également aux Etats d'adopter des mesures législatives ou autres, telles que des mesures éducatives, sociales et culturelles, pour dissuader les exploitants et éliminer la demande qui favorise le trafic des femmes et des filles.

De grands progrès dans les Andes

L'initiative Education Pour Tous a franchi un cap majeur dans les Andes où les syndicats d'enseignants ont obtenu de leur gouvernement un engagement important à entamer des négociations formelles sur la mise en œuvre du processus EPT.

Le Cadre d'action de Dakar de 2000 stipule très clairement que les objectifs d'Education Pour Tous (EPT) ne peuvent être pleinement atteints si les gouvernements n'incluent pas les syndicats d'enseignants dans le développement des politiques nationales d'éducation.

De nombreux gouvernements se révèlent peu enthousiastes. Néanmoins, les syndicats d'enseignants de Bolivie, d'Equateur et du Pérou ont franchi un cap majeur.



"Il y a longtemps que nous souhaitons un dialogue sérieux avec le gouvernement", explique Jorge Sanchez, responsable du département international du SUTEP, affilié péruvien de l'IE. "Le processus s'est mis en route il y a trois ans, mais le dialogue s'est interrompu, faute d'engagements. Il y a eu un grand changement en septembre 2004, quand le nouveau gouvernement a instauré un Forum national de consultation sur les politiques d'éducation."

Le SUTEP participe au Forum, qui se réunit chaque mois pour discuter de théma-

tiques en matière d'éducation. *"Le Forum a transformé ce qui était auparavant une consultation ad hoc – souvent de toute dernière minute – en un dialogue institutionnalisé. Cette différence est essentielle et nous prenons le Forum national très au sérieux",* reconnaît Jorge Sanchez.

Un consensus via le dialogue

Les collègues de la CTEUB bolivienne ont connu une expérience similaire, même si le gouvernement bolivien n'a pas encore instauré un processus institutionnalisé, il a lancé une consultation élargie des organisations de la société civile sur l'éducation, dont le point fort est la Conférence nationale sur l'éducation.

Pour préparer cette conférence, la CTEUB a organisé en 2004 un débat parmi ses 96.000 membres. Avec le soutien du programme EPT de l'IE, la CTEUB a rédigé un document de travail, dont 17.000 exemplaires ont été distribués dans tout le pays, et qui a été modifié via un processus de séminaires régionaux.

En décembre, une conférence nationale de la CTEUB a adopté la version définitive du document, qui orientera les discussions du syndicat avec le gouvernement. *"Ceci est un nouveau processus pour nous",* explique Jaime

Rocha Rodriguez de la CTEUB *"Nous n'abandonnons pas nos principes, mais nous élargissons notre approche de la "protestation" à des "propositions. Le gouvernement devrait réagir favorablement à ce changement."*

"L'Education Pour Tous prend vraiment du sens pour nos affiliés", dit Teresa Bolanos, vice-présidente du syndicat d'enseignants équatorien UNE. *"En 1990, après Jomtien, l'EPT était essentiellement l'affaire de délégués gouvernementaux oeuvrant au niveau international. Aujourd'hui, nos affiliés connaissent l'initiative EPT, ainsi que son contenu et son impact. Ils veulent que l'initiative réussisse en Equateur."*

Le syndicat consacra deux jours de son Congrès national de juin à l'EPT. L'UNE a récemment signé un accord sur l'EPT avec le gouvernement, et le syndicat sensibilise ses adhérents afin qu'ils soutiennent les engagements pris.

Gouvernements et syndicats andins sont confrontés à bon nombre de défis majeurs en matière d'éducation. Si le taux de présence dans l'enseignement de base est relativement élevé (plus de 85%), la qualité de l'éducation laisse à désirer. Les syndicats déplorent le fait que de larges pans de la société ne jouissent pas de l'éducation de qualité qu'ils méritent. Les riches peuvent se permettre de payer pour une scolarité

supplémentaire, mais les pauvres doivent se contenter de classes surpeuplées et de matériel obsolète.

L'UNE a décidé d'entreprendre une étude sur le coût de l'éducation pour les parents, puisque celui-ci semble augmenter, même dans le primaire.

Une autre préoccupation majeure des syndicats d'enseignants est l'éducation des populations autochtones, majoritaires dans la population andine. L'éducation dans la langue maternelle permet de donner aux enfants autochtones de meilleures possibilités d'apprentissage. En Bolivie, des progrès considérables ont été réalisés en ce sens grâce à des programmes spécifiques. Les syndicats d'enseignants sont de plus en plus sensibles et informés des droits des autochtones. Le SUTEP a d'ailleurs engagé un responsable "interculturalité", un signe que les syndicats se préoccupent de ce problème.

Programme Tsunami de l'IE: la reconstruction a commencé

L'IE et ses quatre affiliés sri lankais reconstruiront 12 écoles dans le cadre du programme de réhabilitation financé par l'IE et Oxfam Pays-Bas (Novib).



Le programme de reconstruction sera achevé en octobre 2005.

Les quatre organisations membres de l'IE au Sri Lanka entreprendront la reconstruction de 12 écoles sur les 180 endommagées ou détruites par le tsunami. Ces établissements, pour la plupart de l'enseignement primaire, accueilleront plus de 5.000 enfants et seront situés dans des quartiers urbains et populaires.

La reconstruction, dont le coût est estimé à 5,7 millions d'euros, sera achevée en six mois. Les syndicats d'enseignants du Sri Lanka ont créé un "comité tsunami", qui sera présidé par Angela Wijesinghe, présidente du syndicat All Ceylon Union of Teachers (ACUT).

Le 24 février, l'IE, Novib et la coalition des syndicats d'enseignants sri lankais ont signé un mémorandum d'accord avec le ministre de l'Education du Sri Lanka.

Le secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, a expliqué que les enseignants et enseignantes du Sri Lanka, ainsi que leurs collègues dans le monde entier, dé-

sirent soutenir le Sri Lanka pour qu'il atteigne l'objectif Education Pour Tous. Il a rappelé au gouvernement sa responsabilité d'assurer l'égalité d'accès à l'éducation pour tous les enfants. Fred van Leeuwen a également souligné que seul un personnel enseignant qualifié dispense une éducation de qualité et que par conséquent le gouvernement devrait engager des enseignants qualifiés et établir des conditions de travail appropriées en accord avec les organisations d'enseignants.

Angela Wijesinghe, présidente de la coalition enseignante du Sri Lanka, a insisté sur le fait que les syndicats d'enseignants oeuvrent ensemble pour relancer le système éducatif du pays.



(de g. à dr.): Sylvia Borren, directrice de Novib; Fred van Leeuwen, secrétaire général de l'IE; Angela Wijesinghe, présidente du Comité syndical sri-lankais de reconstruction; et Dr Tara de Mel du ministère sri lankais de l'éducation.

Les syndicats d'enseignants s'engagent pour l'EPT



Dans un article de la publication-phare de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), l'IE déclare que même si les gouvernements ont été lents, voire

réticents, à impliquer les syndicats d'enseignants dans leurs plans d'Education Pour Tous (EPT), ces derniers, quant à eux, sont motivés par de réels partenariats.

Les syndicats d'enseignants d'Afrique ont pris conscience que le Cadre d'Action 2000 de Dakar est bien plus qu'un document pour les conférences intergouvernementales. Ils savent que l'EPT est un défi dans la vie quotidienne de chaque syndicat. Par exemple, les enseignants sont-ils pourvus aujourd'hui

des connaissances, des compétences et des outils pour pouvoir dispenser une éducation de qualité? Le système éducatif et les programmes sont-ils suffisamment pertinents pour attirer tous les enfants vers les écoles et les dissuader d'abandonner les cours? Les enseignants jouissent-ils de la formation nécessaire pour faire face au VIH/SIDA?

Un partenariat au niveau du développement et de la mise en œuvre des politiques éducatives est possible. En tout cas, les affiliés de l'IE sont prêts à participer à un processus dans lequel les rôles et responsabilités sont clairement définis.

Il incombe au gouvernement de gouverner et au syndicat de fonctionner comme lobbyiste, en représentant les experts, chacun avec son apport spécifique. Il faut une confiance mutuelle, du respect et la reconnaissance des rôles de chacun des participants.

L'IE collabore actuellement avec des syndicats dans sept pays d'Afrique afin de renforcer leur capacité à contribuer aux politiques EPT.

L'IE remercie ses nombreux affiliés, ainsi que les écoles et les particuliers, qui ont généreusement contribué au fonds de solidarité Tsunami. Des dons peuvent encore être effectués

Compte 310-100-6170-75B - Programme d'assistance de l'IE aux victimes du tsunami
ING Belgium, 1, Rue du Trône - B-1000 Bruxelles
Code IBAN: BE05 3101 0061 7075 - Code SWIFT: BB RUBE BB 100 - www.ei-ie.org/tsunami/

ACTIVITÉS DE L'IE

La formation des enseignants est fondamentale



La structure paneuropéenne de l'IE a organisé une table ronde sur la formation des enseignants (Dublin, Irlande, 21-22 février) afin de discuter des nouvelles tendances en matière d'éducation des enseignants en Europe, ceci dans le contexte non seulement du processus de Bologne mais aussi de pressions croissantes vers une décentralisation de l'emploi, des exigences à la hausse et l'évolution du rôle des enseignants.

Les participations y étaient nombreuses: 75 participants de 41 organisations affiliées à l'IE dans 23 pays. Les orateurs – dont le Professeur irlandais John Coolahan, l'ancien concepteur de politiques britanniques Richard Harrison, Arlette Delhaxhe d'Eurydice et Paulo Santiago de l'OCDE – se sont exprimés sur les tendances actuelles en matière de formation des enseignants.

Des experts des syndicats enseignants de différentes régions d'Europe ont également échangé leurs point de vue et expériences.

► Des représentants de la délégation irlandaise à la Conférence paneuropéenne de l'IE. De g. à dr.: Charlie Lennon, le coordinateur principal de l'IE pour l'Europe; John Carr, secrétaire général de l'INTO; Mary Hanifin, Ministre irlandaise de l'Éducation; le Professeur John Coolahan; et Deirbhle Ni Chraith, responsable éducation du syndicat INTO. © INTO

L'éducation de la petite enfance sous la loupe

La structure paneuropéenne de l'IE organisera une table ronde sur l'éducation de la petite enfance en automne, probablement en Europe de l'Est (le site de l'IE vous tiendra au courant de la date et du lieu). L'IE défend le droit de tous les enfants d'avoir accès à des infrastructures d'éducation de la petite enfance de qualité. A l'heure actuelle, 44% des enfants de 3 à 6 ans dans le monde sont inscrits dans des institutions de ce type, 50,6% en Europe centrale et orientale, contre 86,3% en Amérique du nord et en Europe occidentale.

En 2004, la structure paneuropéenne de l'IE a mis sur pied un groupe de travail afin de développer une politique IE sur ce thème. Le but de la table ronde est d'obtenir un consensus sur des recommandations communes à présenter aux gouvernements.

Audience européenne sur le travail des enfants

L'IE donne un coup d'accélérateur à sa campagne destinée à encourager l'Union européenne à lutter davantage contre le travail des enfants et, plus spécifiquement, à investir dans l'éducation des pays en développement.

L'IE s'est jointe à une coalition d'ONG et de syndicats européens appelée "Stop Child Labour, School is the Best Place to Work" (www.schoolisthebestplacetowork.org).

Le lobby organisé par la campagne a abouti à une résolution

européenne sur l'éradication du travail des enfants, qui fera l'objet d'un vote le 24 mai 2005. Le 17 février, cette campagne a présenté un exposé commun de principes à deux députés de la commission parlementaire européenne sur le développement.

Le 17 mars, l'IE et la campagne ont organisé une audience au Parlement européen avec des experts en matière de travail des enfants, dont Shanta Sinha de la Fondation indienne MV, lauréate du Prix IE des droits humains en 1998, qui a jusqu'à présent retiré 150.000 enfants du travail pour les envoyer à l'école.

www.schoolisthebestplacetowork.org



L'IE lance son Réseau de recherche

paré des données en ligne en utilisant un inventaire international compilé par l'IE.

L'IE a lancé son nouveau Réseau de recherche, un élément-clé de son programme triennal, qui comprend le développement d'un Centre de recherche en ligne. La première réunion du Réseau (23-24 février, Bruxelles) comprenait un atelier lors duquel les participants ont com-

Le Réseau de recherche de l'IE se composera à ses débuts d'organisations affiliées des pays de l'OCDE, même si les participants sont d'avis que le Réseau devrait rapidement s'étendre au-delà. La tâche du Réseau consistera à rassembler et diffuser les données, et à effectuer des analyses dans la perspective du syndicat.

La prévention du VIH/SIDA et l'Education Pour Tous: un lien indéniable!

L'IE lance un nouveau programme traitant simultanément des problématiques liées à l'Education Pour Tous et à la prévention du VIH/SIDA en tirant parti de l'expérience de deux programmes IE existants: le programme de prévention du VIH/SIDA qui a permis à 26 syndicats d'enseignants de 17 pays de former 133 000 enseignants et enseignantes dans 25 000 écoles sur 4 ans; et le programme EPT, où 13 syndicats d'enseignants de 11 pays ont développé des plans nationaux afin d'accroître l'influence des syndicats au niveau des politiques gouvernementales traitant de l'éducation universelle.

Une éducation de qualité est le meilleur "vaccin social" pour lutter contre le VIH et le SIDA

Grâce au nouveau programme EPT-VIH/SIDA, l'IE, avec ses partenaires et affiliés, pourra contribuer encore davantage à prévenir le VIH et à accroître le nombre d'apprenants complétant leur éducation de base.

Le programme EPT-VIH/SIDA de l'IE, qui concernera 39 syndicats d'enseignants dans 25 pays afin de lutter avec succès contre le VIH/SIDA et l'EPT, poursuit les trois objectifs suivants:

- la prévention des nouvelles contaminations au VIH parmi les enseignants et les élèves;
 - la réduction de l'impact négatif du VIH et du SIDA sur les objectifs de l'EPT; et,
 - l'augmentation du nombre d'enfants menant leur éducation de base à terme.
- Le nouveau programme sera lancé dès mai 2005.



Forum social mondial 2005

L'IE et plusieurs organisations membres, dont FECCO Colombie, FECCOO Espagne, SNES France, CTERA Argentine, CGIL-Scola Italie, étaient présentes au Forum social mondial de Porto Alegre fin janvier.

Pour les syndicats et la société civile dans son ensemble, le FSM est le grand rendez-vous annuel où il est possible de discuter une autre vision de la mondialisation. Au total, plus de 1200 participants ont assisté aux séminaires et conférences syndicales organisées sous l'égide de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME).

En conclusion des débats, le mouvement syndical international et les organisations de la société civile ont adopté une déclaration demandant aux gouvernements d'augmenter la part de leur budget de coopération à 0,7% du PNB afin de rencontrer les objectifs de développement du millénaire. La déclaration soutient également formellement les recommandations du rapport de la commission de l'OIT sur la dimension sociale de la mondialisation qui demande une mondialisation à visage humain.

Les syndicats ont également officiellement lancé la campagne GCAP, Appel pour une action mondiale contre la pauvreté, demandant aux gouvernements de convertir les dettes extérieures des pays en développement en fonds pour l'éducation.

La délégation de l'IE avait eu l'occasion de préparer le FSM lors d'une rencontre préalable à l'occasion du congrès national de la CNTE brésilienne. Le FSM était à l'ordre du jour du congrès de l'affiliée brésilienne de l'IE qui a vu la réélection confortable de Juçara Dutra qui est également vice-présidente de l'IE.

Les enseignants sont stressés et déprimés

Deux études récentes menées par des affiliés de l'IE indiquent que le stress et la dépression sont les maladies professionnelles les plus fréquentes chez les enseignants.

Une étude de la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants sur les raisons qui poussent les enseignants à quitter la profession est éloquent. 64% des personnes interrogées citent un niveau trop élevé de stress. Ce facteur est suivi par de longues heures de travail (48%), trop d'administration et pas assez d'ensei-

nées sont dans l'ordre, des problèmes familiaux et de santé, le changement constant du programme d'études, le manque d'implication, les bas salaires, l'absence de perspectives de carrière et le manque de formation.

L'étude indique également qu'un quart des enseignants diplômés n'ont en fait jamais

minution de la charge de travail (24%) et des classes plus petites et du personnel de soutien pour les élèves ayant des besoins spéciaux (12%).

En 2004, la CTF-FCE a organisé une enquête sur la pénurie d'enseignants d'où il ressort que selon le public les raisons qui conduisent à la pénurie sont le nombre élevé d'élèves

gnants. 60% ont avancé le désir de travailler avec les enfants et de "faire une différence" dans la vie des jeunes. 15% ont dit vouloir suivre le modèle d'un proche, les autres ont cité la sécurité d'emploi ou plus positivement une passion pour la matière enseignée.

Une étude de la FETE-UGT espagnole montre également que les maladies professionnelles les plus fréquentes chez les enseignants sont les affections psychologiques.

La Fédération canadienne des enseignantes et enseignants (FCE/CTF) a ciblé son enquête sur les personnes qui ont quitté l'enseignement pour un autre motif que la retraite. La Fédération des enseignants d'Espagne FETE-UGT a interrogé 742 enseignants du réseau public.

<http://www.ctf-fce.ca>
<http://fete.ugt.org/>

Faire une différence

L'enquête de la FCE s'est également penchée sur les motivations des aspirants ensei-

exercé en tant qu'enseignant. Les chiffres montrent également que 30% des jeunes enseignants quittent la profession au cours des cinq premières années de carrière.

Classes surchargées

Interrogés sur les facteurs qui auraient pu les faire rester dans l'enseignement, les sondés livrent dans l'ordre : une di-

par classe et la surcharge de travail. Seuls 29% des sondés ont cité de faibles salaires. Ces réponses indiquent bien que le public ne sous-évalue pas la profession et est conscient des contraintes.

gnement (44%), des ressources insuffisantes (pédagogiques, financières et en personnel) (40%), un nombre trop important d'étudiants ayant des besoins spéciaux et des problèmes de comportement (36%), un manque de soutien professionnel (32%), taille de classe trop importante (28%) et un harcèlement parental (20%). Les autres raisons mention-

"Lutter contre le SIDA, la tuberculose et la malaria est un préalable à la réalisation des objectifs de développement du millénaire. On ne peut faire baisser le taux de mortalité infantile sans éradiquer la malaria, qui est la première cause de décès des enfants en Afrique. Vous ne pouvez atteindre l'objectif d'éducation si vous n'éradiquez pas le SIDA qui en Zambie tue deux fois plus d'enseignants qu'il n'en sort de l'école".

Richard Feachem, directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria



Les violations des droits humains et syndicaux subies par les citoyens colombiens est inacceptable et le mouvement syndical ne laissera pas de répit au gouvernement colombien: la situation doit changer.

L'IE s'est jointe aux autres fédérations syndicales internationales et à la CISL pour lancer un appel à la justice et au respect des droits humains en Colombie. Le 8 mars, journée internationale des femmes, des syndicalistes ont remis à l'ambassadrice colombienne auprès des Nations Unies une pétition exhortant le gouvernement colombien à mettre un terme à l'impunité et à

Pas de répit pour la Colombie

assurer la protection des syndicalistes.

La Colombie fait face à un conflit armé depuis des décennies et les civils sont pris entre les groupes paramilitaires, la guérilla et l'offensive gouvernementale. Les femmes, les syndicalistes, les travailleuses des secteurs de l'éducation et de la santé sont la première cible de la violence. Ces 15 dernières années, plus de 3.000 syndicalistes ont été assassinés. En 2004, 90 syndicalistes ont été tués, 2 ont disparu, 73 ont été arrêtés illégalement et 367 ont reçu des menaces de mort.

"La situation est très inquiétante pour les femmes qui sont considérées comme des trophées de guerre", a souligné Patricia Buritica Cespedes de la

centrale syndicale colombienne CUT, lors d'une réunion sur l'égalité des sexes devant la justice, qui s'est tenue à New York, à l'occasion de la 49^e Session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Les femmes sont de plus en plus victimes de la violence.

Depuis plusieurs années, le syndicat NEA et l'IE mènent un programme de solidarité avec le syndicat colombien des enseignants Fecode. Le programme permet d'une part de sauver littéralement des vies en permettant aux militants de la Fecode menacés de quitter momentanément le pays, et d'autre part d'octroyer aux militants une formation sur les droits humains, l'Etat de droit et la justice sociale.

Protestations de l'IE

Népal

L'IE continue à suivre les développements au Népal de près. Si les représentants des syndicats enseignants ont été rapidement libérés grâce à la pression internationale coordonnée par l'IE, d'autres syndicalistes sont toujours sous les verrous. En mars, une mission syndicale internationale s'est rendue dans les ambassades du Népal à Bruxelles et à Genève pour demander la restauration immédiate des droits fondamentaux au Népal.

La démarche s'inscrit dans une campagne mondiale lancée par la CISL ainsi que les Fédérations syndicales internationales qui ont appelé, le mardi 22 mars, à une Journée internationale d'action pour défendre les droits syndicaux au Népal.

Suite à une plainte officielle déposée par les syndicats auprès

du BIT, la situation au Népal a été examinée par le Comité de la liberté syndicale. Le 24 mars, le groupe travailleurs du conseil d'administration du BIT a publié une déclaration déplorant la limitation sévère des activités syndicales. En février, le directeur général du BIT avait écrit au roi du Népal Gyanendra pour déplorer la suspension des droits civils et syndicaux.

Guatemala

L'IE a protesté auprès du gouvernement contre le mandat d'arrêt lancé contre le secrétaire général du syndicat enseignant STEG, Joviel Acevedo, suite à sa participation à la manifestation s'opposant à la ratification du traité commercial de libre échange avec les Etats-Unis.

Plus de 8.000 personnes, dont de nombreux enseignants, ont

manifesté pour demander l'organisation d'un référendum sur l'adoption du traité de libre-échange entre les pays d'Amérique centrale et les Etats-Unis.

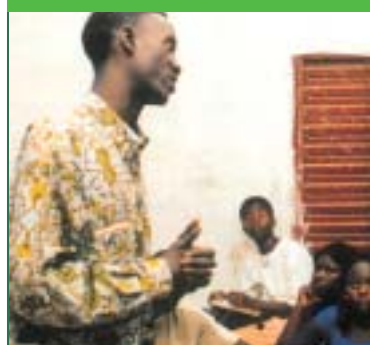
En mars, le conseil d'administration de l'OIT a souligné la gravité des menaces et atteintes proférées à l'encontre de syndicalistes au Guatemala. Le comité pour la liberté syndicale a demandé au gouvernement d'ouvrir très rapidement une enquête impartiale et de revoir les normes législatives prévues pour assurer la protection des syndicalistes.

Turquie

Le gouvernement n'a toujours pas mis en oeuvre la législation de juillet 2004 sur la liberté d'association, adoptée par le parlement, mais qui fait l'objet d'un veto par le président de la répu-

blique. Depuis 1998, le syndicat turc des enseignants Egitim-Sen est harcelé par le pouvoir exécutif et judiciaire, en raison du soutien déclaré du syndicat à l'enseignement en langue maternelle, c.-à-d. principalement en langue kurde en l'occurrence. Lors de sa dernière audition le 21 février, le tribunal du travail a cependant conclu que le syndicat ne violait pas la constitution turque et ne devait en conséquence pas être condamné à la fermeture.

L'IE continue à défendre son affiliée et a notamment organisé une mission de représentation de Egitim-Sen à la Commission et au Parlement européen en février dernier. L'IE a également soulevé la question du harcèlement du syndicat turc lors d'une session de la commission éducation du Conseil de l'Europe.



ACTUALITÉ DES AFFILIÉS

Université négligée en Albanie

En Albanie, une grève des enseignants a complètement paralysé le système universitaire en décembre dernier. Professeurs et doyens ont décidé de protester contre le manque d'investissements, la surcharge du système et leurs maigres salaires. Les enseignants du supérieur exigent un doublement de leurs salaires actuels et la gestion par les écoles elles-mêmes des fonds générés par les frais d'inscription des étudiants.

Vu que l'Albanie tente d'introduire le système européen de Bologne ce qui, en réalité, réduit les études de premier cycle à trois ans, suivies de deux ans d'études de deuxième cycle, les professeurs ont vu leur charge d'enseignement s'alourdir et leur salaire demeurer stationnaire.

Les bas salaires reflètent en partie la faible priorité accordée par le gouvernement albanais à l'éducation. En effet, seuls 2,4% du PIB de \$4,4 milliards sont affectés à l'éduca-

tion, ce qui est encore loin des environ 4% classiquement dépensés dans les pays voisins et 5% en Europe occidentale. Il est prévu que 2,7% du budget de 2005, estimé à \$4,7 milliards, seront consacrés à l'éducation.

La plupart des fonds proviennent des impôts, mais également des frais supplémentaires demandés aux étudiants après que le gouvernement a décidé d'accroître le quota d'étudiants pouvant s'inscrire. Les universités ont

découvert que l'argent collecté, que ce soit des taxes ou des étudiants, n'est pas spécifiquement affecté à l'éducation. Puisque l'on augmentait le nombre d'étudiants, les doyens avaient présumé que les moyens additionnels leur permettraient soit d'engager de nouveaux enseignants soit d'améliorer les infrastructures. Le peu d'argent s'étant enfin retrouvé à l'université a été contrôlé par des gestionnaires de l'université, dont les priorités sont mises en cause par les enseignants et étudiants.

Maroc: défense de l'école publique

La défense de l'école publique est d'actualité au Maroc, où le Forum social marocain a adopté une déclaration refusant l'AGCS et la marchandisation de l'éducation.

La déclaration revendique une école publique de qualité, gratuite pour tous les cycles et niveaux –de l'élémentaire au supérieur–, qui assure l'égalité de chances entre tous, et notamment entre les sexes, et qui respecte la diversité culturelle et linguistique.

Le Forum social marocain demande également l'amélioration des conditions du travail des enseignant(e)s, des élèves et de tous ceux qui travaillent dans le domaine de l'enseignement et la garantie des structures et des équipements nécessaires; ainsi qu'une gestion démocratique des établissements scolaires.

Une femme dirige le SUTEP Pérou



► Rosario Montes Rebaza, secrétaire générale du SUTEP Pérou

syndicat péruvien *Sindicato de Trabajadores de la Educación del Perú* (SUTEP), s'est engagée à défendre les droits des enseignants et à améliorer les conditions d'apprentissage de tous les enfants par le biais d'une augmentation du budget de l'éducation.

Enseignante du secondaire, Rosario Montes Rebaza est la première femme élue à la tête du SUTEP. Elue pour 4 ans, elle remplace Nilver López Ames.

Déterminée à obtenir une revalorisation du budget de

l'éducation –0,25% du PIB par an, estime-t-elle– la dirigeante du SUTEP insiste que le syndicat ne veut pas seulement augmenter les salaires des enseignants. "L'augmentation du budget est aussi destinée à améliorer les conditions d'apprentissage de tous les élèves: il faut améliorer les infrastructures, l'équipement et il faut prévoir la construction de réfectoires", souligne-t-elle.

L'IE souhaite à Rosario beaucoup de succès.

Kenya: Le KNUT presse le gouvernement

Le Kenya National Union of Teachers (KNUT), affilié à l'IE, a donné au gouvernement un ultimatum de deux mois, jusqu'au 13 mai, pour mettre en œuvre son programme pour les enseignants non-diplômés.

Francis Ng'ang'a, le secrétaire général du KNUT, a prévenu que le syndicat augmenterait la pression sur le gouvernement.

Depuis l'introduction de l'inscription primaire gratuite en 2002, plus d'1,7 million d'enfants précédemment exclus du systè-

me éducatif ont pu aller à l'école. Néanmoins, il devient rapidement clair que de nombreuses classes débordent, certains enseignants devant même donner cours dehors, le rapport enseignant-élèves étant de 1 pour 80 –voire 1 pour 90!

L'IE soutient son affilié pendant le coup de force au Niger

L'IE a immédiatement réagi à l'arrestation du leader syndical Issa Kassoum suite à un mouvement social au Niger.

L'union fait la force ! Au Niger, le secrétaire général du syndicat des enseignants SNEN s'est joint à d'autres acteurs de la société civile pour protester contre une détérioration du niveau de vie.

La coalition contre la vie chère mobilise depuis le début de l'année les Nigériens pour contester la loi de finances qui augmente la TVA sur les produits de première nécessité.

Plusieurs marches ont été organisées drainant plus de 100.000 personnes. En mars, une opération "pays mort" a été couronnée de succès.

Dépassé par les événements, le pouvoir a choisi de recourir à l'arme de la loi anti-casseurs et à la dénonciation du complot contre la sûreté de l'Etat pour emprisonner les manifestants, dont le secrétaire général du SNEN Issa Kassoum, et trois autres responsables d'ONG.

Le Niger est classé par le PNUD à l'avant dernier rang des pays en développement. Depuis des années, expliquait

Issa Kassoum, la population, dont les enseignants mal rétribués, subit la flambée des prix des produits de première nécessité, assiste à la dégradation constante des conditions de leurs vies et au fossé grandissant entre gouvernés et gouvernants. Le gouvernement ne semble montrer aucune volonté de mettre en œuvre une politique d'augmentation des salaires ou de mettre à disposition des populations des infrastructures et des moyens pour satisfaire leurs besoins sociaux.

L'éducation est un moteur de libération, qui permet aux plus défavorisés, et notamment la classe ouvrière, de sortir de la pauvreté. L'éducation est la clé des innovations et des initiatives qui permettent de développer des solutions aux problèmes auxquels est confronté l'humanité aujourd'hui

M. J. Motopela, secrétaire général du syndicat des enseignants du Lesotho (LTTU)

L'IE présente ses condoléances aux affiliés des USA

Après la tuerie lors de laquelle plusieurs étudiants ont été tués ou blessés et un enseignant et un gardien non armé ont été abattus dans l'état du Minnesota le 21 mars, l'IE a envoyé une lettre de soutien à ses affiliés américains, la National Education Association (NEA) et la American Federation of Teachers (AFT).

"C'est d'autant plus affligeant", a écrit le secrétaire général de l'IE, "lorsque cela se produit dans une école où des mesures ont été prises pour protéger les enseignants et les élèves".

L'IE insiste que les enseignants ont le droit d'enseigner et les étudiants d'apprendre dans un environnement sûr et propice à l'atteinte du meilleur niveau de développement académique et social.

L'IE a présenté ses condoléances aux familles des victimes et aux enseignants de la Red Lake High School, et exprime son soutien en ces moments difficiles à la communauté indienne Chipe-wa de Red Lake, et aux membres de ses organisations affiliées aux Etats-Unis.



► Issa Kassoum, secrétaire général du syndicat des enseignants du Niger SNEN

Fondation pour Beslan

En consultation avec le syndicat russe des enseignants (ESEUR) et les enseignants survivants et les familles des enseignants tués dans l'attaque de l'école n°1 de Beslan, l'IE et ESEUR ont décidé de créer une Fondation pour Beslan.

Cette fondation internationale a été créée pour une durée illimitée afin de gérer les fonds reçus des affiliés de l'IE.

Il a été décidé que l'argent permettrait de contribuer aux frais d'éducation des victimes et, en particulier, des enfants des enseignants qui ont perdu la vie à Beslan.

La fondation sera gérée par un conseil d'administration composé d'au moins 4 membres qui seront désignés en mai 2005 lors du congrès national d'ESEUR.



EQUITE SALARIALE

Outil d'action de l'IE sur l'équité salariale destiné aux militants syndicaux

Dans le cadre de sa campagne avec l'ISP pour promouvoir l'équité salariale, l'IE a produit un CD afin de sensibiliser et former les militants des syndicats d'enseignants au concept d'équité salariale.

Le CD qui est envoyé aux 343 organisations membres de l'IE fournit des informations de base et des idées afin que les délégués syndicaux et les négociateurs développent des stratégies de négociation visant à éliminer les inégalités salariales. Le CD contient des docu-

tion égale pour un travail de valeur égale. Historiquement, les emplois exercés par les femmes sont souvent moins bien rémunérés que ceux exercés par les hommes. Lorsque des métiers requièrent le même niveau de compétences, les mêmes exigences et efforts, on devrait appliquer la même rémunération et les mêmes conditions d'emploi.

Il existe différents types de discrimination tant sur un même lieu de travail qu'entre plusieurs secteurs. Le travail généralement effectué par une femme est souvent moins bien payé et moins estimé qu'un travail effectué par un homme. Par exemple, pourquoi une infirmière qui s'occupe de personnes devrait-elle être moins bien rémunérée qu'un mécanicien qui répare des voitures?

L'idée de valeur comparable implique que l'on veille à ce que des emplois différents avec les mêmes niveaux d'exigence, d'aptitude, d'effort, et de responsabilité soient rémunérés de la même manière.

Campagne syndicale

L'équité salariale est un droit humain fondamental et une question de justice sociale. Dévaloriser un groupe de personnes et leur refuser certaines ressources constitue un déni des droits sociaux et humains.

Les campagnes pour l'équité

salariale peuvent permettre de recruter et impliquer les femmes dans les syndicats. Une telle campagne rend le syndicat plus pertinent pour les femmes.

L'équité salariale constitue également une stratégie importante pour les syndicats parce que à terme elle permet d'augmenter le salaire des femmes et des hommes qui sont sous-payés du fait que leur travail n'est pas considéré comme étant aussi important ou aussi exigeant que d'autres.

Outil d'action

L'IE et l'ISP ont produit pas mal de matériel pédagogique pour aider leurs affiliées, plus de 45 millions de travailleurs dont 60% sont des femmes, à faire campagne sur l'équité salariale.

"L'équité salariale maintenant: comment?" est une trousse pédagogique destinée à sensibiliser les affiliées à la pertinence de faire campagne sur l'équité salariale. Ce document fournit

des informations de base et des stratégies de négociation.

Le **Manuel de formation syndicale** permet de stimuler la discussion sur la thématique. Il est destiné aux militants "débutants" qui ne maîtrisent pas encore tous les aspects de la problématique de l'équité salariale. Le manuel permet de mieux comprendre de quoi il s'agit et pourquoi c'est une question dont les syndicats doivent se préoccuper.

L'unité droits humains et syndicaux de l'IE espère que ce CD aidera votre syndicat à aborder les questions d'équité salariale. Merci de prendre part à cette campagne.

Pour plus d'informations, veuillez contacter: equality@ei-ie.org



ments de formation préparés par l'IE et l'ISP, ainsi que des textes de législation internationale, promus notamment par l'Organisation internationale du travail et l'Union européenne.

Ou'est-ce que l'équité salariale?

L'équité salariale s'attache à mettre fin à la discrimination des femmes en matière de rémunération et de conditions de travail. L'équité salariale va bien au-delà d'une rémunéra-

FUITE DES CERVEAUX

Pays riche recrute enseignant pauvre



Comment un pays en développement peut-il réaliser l'Education Pour Tous s'il se vide de ses enseignants ? L'exode d'enseignants affecte particulièrement certains pays des Caraïbes, dont la Guyane et la Jamaïque, qui comptent beaucoup sur le récent protocole de recrutement adopté par les pays du Commonwealth pour améliorer la situation.

"Ils reviennent chaque année, et chaque fois, leur venue est suivie par l'exode de dizaines d'enseignants", déplore Evelyn Crawford, présidente du syndicat Guyana Teachers' Union (GTU). Ils, se sont les recruteurs britanniques qui viennent une fois par an en Guyane rencontrer les enseignants qui ont répondu à leur appel de candidature pour enseigner en Grande-Bretagne. "Des agences de recrutement des Etats-Unis et des Bahamas commencent également à affluer. Même le Botswana recrute des enseignants chez nous", s'exclame Evelyn Crawford. Les Bahamas et les Bermudes sont les pays des Caraïbes qui recrutent le plus chez leurs voisins.

Guyane est un pays anglophone d'Amérique latine. Les enseignants y sont bien formés, mais surtout ils ne bénéficient pas de conditions de travail très attrayantes, et sont donc susceptibles d'être attirés par des lieux plus cléments. En Guyane, le salaire mensuel le plus élevé auquel peut prétendre un enseignant est 400€, un salaire que même un enseignant débutant des Bahamas n'accepterait jamais.

La Jamaïque figure aussi sur l'itinéraire des agences de recrutement. Byron Farquharson, du Jamaica Teachers Association (JTA) estime que 300 enseignants quittent le pays chaque année. "300 enseignants sur les 23.000 que comp-

te la Jamaïque peut sembler insignifiant, mais ce ne l'est pas", souligne Byron, car "les enseignants recrutés sont également ceux pour lesquels la Jamaïque connaît une pénurie: les profs de maths et de sciences."

La solution facile des pays riches

"Pays industrialisés et en développement sont à égalité en ce qui concerne la pénurie, note Byron, sauf que les pays industrialisés ont une solution: recruter chez nous!"

"C'est un comble", souligne Wouter van der Schaaf, coordinateur du projet EPT de l'IE. "Les pays riches financent l'initiative d'EPT, ils expliquent aux pays en développement qu'il faut planifier l'offre éducative, et, confrontés à une pénurie, ils puisent dans le vivier d'enseignants qualifiés disponible dans les pays qui investissent dans l'éducation! Les initiatives de recrutement à l'étranger devraient être assorties de mécanismes de compensation de nature variée."

Evelyn Crawford confirme que ce ne sont pas seulement les meilleurs enseignants qui sont recrutés, mais aussi ceux qui ont le plus d'expérience et qui sont également rodés aux tâches de direction et d'administration.

L'exode des enseignants constitue un cercle vicieux pour les

pays vidés de leurs forces vives. Ce sont des pays qui ont investi dans la formation des enseignants, qui ont consacré de l'argent public pour qualifier leurs enseignants, et en fin de compte, dès que ceux-ci ont acquis l'expérience nécessaire, ils quittent leur pays.

"Nous ne pouvons stopper la mondialisation et nous ne pouvons non plus empêcher nos enseignants de vouloir améliorer leur niveau de vie, mais il faut établir des règles pour qu'il n'y ait ni gagnant ni perdant", estime Byron Farquharson.

En septembre 2004, les ministres de l'Education du Commonwealth ont adopté un Protocole concernant le recrutement des enseignants à l'étranger qui précise les droits

et responsabilités de tous les acteurs. Ce protocole a été adopté précisément à la demande du ministre jamaïcain de l'Education. Il prévoit que pays recruteurs et pays pourvoyeurs doivent se mettre d'accord sur des mesures mutuellement acceptables. Les pays recruteurs doivent garantir aux enseignants un statut et des conditions de travail équivalentes aux enseignants nationaux. Les pays sources ont le droit de déterminer des catégories d'enseignants qui ne peuvent être recrutés. Les recrutements ne peuvent s'effectuer pendant une année scolaire en cours. Le protocole engage tous les pays membres du Commonwealth.

Etude de l'IE sur l'exode des cerveaux

Le Congrès de l'IE a mandaté l'IE d'entreprendre une étude sur l'exode des cerveaux dans le contexte de la mondialisation, mais également dans le cadre de la mobilité croissante des personnels d'éducation et de recherche. L'étude formulera également des recommandations visant à :

- Protéger les pays qui perdent du personnel formé
- Faciliter l'insertion des personnels qualifiés dans leur pays d'origine
- Protéger les personnels de toute exploitation et discrimination dans le pays d'accueil
- Assurer les droits des personnels à retourner dans leur pays d'origine dans des conditions correctes.

PUBLICATIONS

Document de travail de l'IE: "Le rôle des académiques dans le processus de Bologne"

Le document de travail est une étude commanditée par l'IE à l'Association nordique des chercheurs (NARW) financée par les organisations nordiques membres de l'IE. Un des objectifs principaux de l'étude consistait à rassembler et analyser des données concernant la perception qu'ont les universitaires européens du processus de Bologne. 31 organisations membres de l'IE de 20 pays d'Europe ont participé à l'étude via un questionnaire, dont les résultats figurent dans le document de travail.

Publication d'un rapport sur le droit à l'éducation

Le rapport du Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'éducation, présenté à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, est le premier rapport publié par le nouveau Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur le thème du droit à l'éducation. M. Vernor Muñoz Villalobos du Costa Rica a été désigné en août 2004 pour remplacer Mme Katarina Tomasevski, qui a occupé ce poste depuis la création du mandat en 1998.

Le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation est mandaté par la Commission afin de sou-

mettre des recommandations concernant les mesures appropriées pour promouvoir et protéger la réalisation du droit à l'éducation.

Le rapport donne une vue d'ensemble des activités et thématiques sur lesquelles Vernor Muñoz prévoit de se concentrer au cours de son mandat, dont un renforcement de la dimension des droits humains dans l'éducation pour que l'on passe de politiques éducatives ciblant des objectifs économiques à des politiques la privilégiant en tant que droit humain. Ainsi, le Rapporteur spécial a l'intention de concentrer ses efforts sur les

ressources financières consacrées à l'éducation et sur le besoin d'une éducation primaire obligatoire gratuite, initiative que l'IE encourage évidemment.

M. Muñoz Villalobos, qui était spécialisé en éducation des droits humains, jouit d'une expérience considérable au niveau de l'intégration des droits humains dans le domaine de l'éducation.

Il est possible de télécharger le rapport à partir du site web de l'IE.



Un monde bâti sur la corruption

Le Rapport mondial sur la corruption 2005 de Transparency International montre les effets dévastateurs que la corruption peut avoir sur les économies locales, sur le développement économique et sur les priorités en matière de dépenses.

Dans les pays où des programmes de reconstruction post-conflit sont en cours, la corruption augmente les coûts, entrave la reconstruction, met en danger la relance économique et détourne des ressources de services sociaux fondamentaux.

TI est l'ONG internationale à la pointe de la lutte contre la corruption et collabore avec l'IE afin de mettre en lumière la

corruption dans le secteur éducatif.

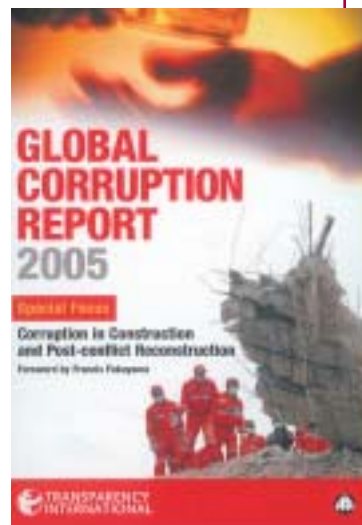
Le Rapport mondial sur la corruption de cette année s'est concentré sur les industries de la construction dans des pays tentant une reconstruction après un conflit. Il souligne le besoin urgent que les gouvernements assurent une transparence des dépenses publiques et que les sociétés multinationales cessent de proposer des pots-de-vin pour des contrats – chez eux et à l'étranger.

Le rapport est particulièrement pertinent pour l'IE qui se lance un projet de reconstruction d'écoles au Sri Lanka (voir p. 5)

Non seulement le coût de la

corruption réduit la qualité des infrastructures mais peut aussi se mesurer en nombre de vies perdues. Les dégâts causés par des catastrophes naturelles comme les tremblements de terre sont amplifiés là où les inspecteurs ont reçu des pots-de-vin pour ignorer les réglementations et permettre la construction de bâtiments en deçà de la norme. La corruption détourne également de l'argent qui devrait être consacré à des programmes de soins de santé et d'éducation vers des projets d'infrastructure gourmands en capitaux. Elle peut également avoir un effet dévastateur sur l'environnement.

TI a également lancé un code pour des normes minimales au



niveau des marchés publics. Les normes de TI stipulent que les autorités responsables des marchés publics doivent s'assurer que les contrats soient soumis à des appels d'offre ouverts à tous et à la concurrence.

www.transparency.org
www.globalcorruptionreport.org/download_fr.html

ANALYSE

Banque mondiale: l'héritage de Wolfensohn



En mai, James Wolfensohn quitte la Banque mondiale après dix ans. Nommé par l'administration Clinton, Wolfensohn a suscité l'espoir. Sous sa houlette, la Banque mondiale a rompu avec les programmes d'ajustement structurel, a ouvert un dialogue avec la société civile et a mis l'accent sur de grands chantiers sociaux: l'éducation et la santé. Cependant, quel bilan objectif peut-on tirer de la présidence de James Wolfensohn qui a entrepris, il faut le rappeler, de bons rapports avec l'IE et les syndicats d'enseignants en général.

L'arrivée de James Wolfensohn à la tête de la Banque mondiale a correspondu à une rupture de la pratique de l'institution concernant l'éducation. Les années 80 avaient été marquées par les programmes d'ajustement structurel imposés de concert avec le FMI, le désinvestissement de l'Etat dans les services publics, la philosophie de la répartition des coûts (frais de scolarité supporté par les parents), la décentralisation et la privatisation de l'éducation, la fermeture des écoles de formation d'enseignants, le gel des recrutements, etc.

Wolfensohn a symbolisé un changement d'approche. Pour la première fois, les syndicats d'enseignants ont constaté que certains fonctionnaires de la Banque semblaient disposés à les écouter. À écouter des enseignants, et plus seulement des

économistes bardés de diplômes et de certitudes.

Visage humain

Une des grandes victoires de Wolfensohn a été de donner un visage humain à la Banque mondiale. De convaincre la communauté internationale que la Banque mondiale était "au service des gens", même des plus pauvres, et ne se souciait pas uniquement des résultats macro-économiques.

De même, le terme PAS pour programmes d'ajustement structurel a disparu du vocabulaire de la Banque mondiale. Plus qu'aucun de ses prédécesseurs, James Wolfensohn a orchestré une campagne de relations publiques pour redorer le blason de la Banque. Mais quel a été l'impact de l'ère Wolfensohn sur l'éducation?

Le rapport mondial de suivi de l'Education Pour Tous, publié en novembre 2004, souligne que la Banque mondiale reste la principale institution finançant l'éducation. Mais en terme de budgets, le rapport note un déclin. "La part du secteur de l'éducation dans le total de ses prêts s'est progressivement accrue, passant de 3% dans les années 1960 à environ 7% dans les années 1990 avant de diminuer pour se situer à 6% dans les premières années de la présente décennie". "Les prêts pour le secteur de l'éducation en 2001-2003 étaient inférieurs à la moyenne de la décennie précédente".



personnelles se sont tissées entre l'IE et James Wolfensohn. L'engagement sincère de Wolfensohn en faveur de l'éducation ne

Et les conséquences des PAS continuent à se faire sentir. La fermeture des instituts de formation des enseignants, le gel des recrutements met l'éducation en péril, aujourd'hui. Entre 1996 et 1999, le Kenya n'a pas recruté d'enseignants. Et actuellement, la pandémie de sida tue 4 enseignants par jour dans ce pays.

Le dogmatisme de la Banque

Si le terme PAS a disparu, la philosophie demeure et continue à pénaliser le secteur de l'éducation. En Afrique, la Banque mondiale a popularisé le recours aux "enseignants volontaires" ou "enseignants contractuels". Non formés, payés au rabais, privés de contrats, les enseignants volontaires permettent aux gouvernements de diminuer le salaire des enseignants. Ce qui confirme le dogme de la Banque mondiale: réduire les dépenses de l'Etat.

De la même manière, les gouvernements sont invités à se désengager de l'éducation au profit de la décentralisation, de la municipalisation. Parfois au profit d'écoles communautaires ou d'écoles gérées par des ONG.

Bataille personnelle

Au fil des années, des relations

fait aucun doute. Sa volonté de dialogue non plus. Wolfensohn a toujours veillé à maintenir le dialogue avec l'IE et à faire en sorte que ses collaborateurs participent aux conférences de l'IE. Des gens dévoués et sincères eux aussi. Mais ce ne sont pas eux qui en dernier ressort déterminaient la politique de la Banque ou l'affectation des budgets. Et si Wolfensohn a gagné la bataille de l'image, il n'a pas réussi à faire fléchir les "banquiers" qui ne sont toujours pas convaincus de la nécessité d'investir dans le développement durable et de donner une chance équitable à chacun.

Wolfensohn a changé l'image de la Banque mondiale. Son dynamisme, sa volonté et sa compassion ont rendu la Banque plus attentive aux besoins des gens. Mais les cadres comptables sont toujours là.

La tâche du successeur de Wolfensohn, le très décrié Paul Wolfowitz, sera de poursuivre son engagement à rendre l'éducation accessible à tous et toutes, mais surtout de convaincre les financiers d'y consacrer les ressources nécessaires. L'IE sera là pour le lui rappeler.

1 Rapport mondial de suivi sur l'EPT, UNESCO, 2004, Résumé, p.38.
2 Ibid, p194.